

Des voix: Non.

M. l'Orateur: Il n'y a pas consentement unanime et la motion ne peut être mise en délibération.

* * *

LA LOI DE 1972 MODIFIANT LE CODE CRIMINEL

MODIFICATIONS AU CODE CRIMINEL ET À LA LOI SUR LE CASIER JUDICIAIRE, LA LOI SUR LA DÉFENSE NATIONALE, LA LOI SUR LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE ET LA LOI SUR LES FORCES ÉTRANGÈRES PRÉSENTES AU CANADA

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Justice) demande à présenter le bill C-2, tendant à modifier le Code criminel, et apportant des modifications connexes à la loi de 1967 modifiant le Code criminel, la loi sur le casier judiciaire, la loi sur la défense nationale, la loi sur la libération conditionnelle des détenus et la loi sur les forces étrangères présentes au Canada.

(La motion est adoptée, le bill est lu pour la 1^{re} fois et l'impression en est ordonnée.)

* * *

LES ACTES DE L'AMÉRIQUE DU NORD BRITANNIQUE, 1867 À 1965

LE RAJUSTEMENT DE LA REPRÉSENTATION À LA CHAMBRE DES COMMUNES

L'hon. Allan J. MacEachen (président du Conseil privé) demande à présenter le bill C-3, tendant à modifier les Actes de l'Amérique du Nord britannique, 1867 à 1965, en ce qui concerne le rajustement de la représentation à la Chambre des communes.

(La motion est adoptée, le bill est lu pour la 1^{re} fois et l'impression en est ordonnée.)

* * *

LE CANADIEN NATIONAL ET AIR CANADA

LA PRESTATION DE FONDS POUR LES DÉPENSES D'ÉTABLISSEMENT ET LA GARANTIE DE CERTAINES VALEURS ET DÉBENTURES

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances) demande à présenter le bill C-4, tendant à autoriser la prestation de fonds pour faire face à certaines dépenses d'établissement du réseau des Chemins de fer Nationaux du Canada et d'Air Canada depuis le 1^{er} janvier 1971 jusqu'au 30 juin 1972, ainsi que la garantie, par Sa Majesté, de certaines valeurs qu'émettra la Compagnie de Chemins de fer Nationaux du Canada et de certaines débentures qu'émettra Air Canada.

(La motion est adoptée, le bill est lu pour la 1^{re} fois et l'impression en est ordonnée.)

* * *

LA LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE

MODIFICATIONS RELATIVES AUX PRÊTS, AUX POUVOIRS ET AU CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture) demande à présenter le bill C-5, tendant à modifier la loi sur le crédit agricole.

[M. l'Orateur.]

(La motion est adoptée, le bill est lu pour la 1^{re} fois et l'impression en est ordonnée.)

* * *

LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE

MODIFICATIONS AU CODE CRIMINEL, À LA LOI SUR LA RESPONSABILITÉ DE LA COURONNE ET À LA LOI SUR LES SECRETS OFFICIELS

L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Justice) demande à présenter le bill C-6, tendant à modifier le Code criminel, la loi sur la responsabilité de la Couronne et la loi sur les secrets officiels.

(La motion est adoptée, le bill est lu pour la 1^{re} fois et l'impression en est ordonnée.)

* * *

LA LOI SUR LES EXPLOSIFS

MODIFICATIONS RELATIVES AUX DÉFINITIONS, PROHIBITIONS, PERMIS, FONCTIONS DES INSPECTEURS, ETC.

L'hon. Allan J. MacEachen (au nom du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources) demande à présenter le bill C-7, tendant à modifier la loi sur les explosifs.

(La motion est adoptée, le bill est lu pour la 1^{re} fois et l'impression en est ordonnée.)

* * *

LA LOI DE 1972 SUR LES ARRANGEMENTS FISCAUX ENTRE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET LES PROVINCES

PAIEMENTS FISCAUX ET ACCORDS DE PERCEPTION FISCALE

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances) demande à présenter le bill C-8, tendant à permettre de faire certains paiements fiscaux aux provinces, à autoriser la conclusion d'accords de perception fiscale avec les provinces et à modifier la loi sur les programmes établis (Arrangements provisoires).

(La motion est adoptée, le bill est lu pour la 1^{re} fois et l'impression en est ordonnée.)

• (1200)

QUESTIONS ORALES

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LA RELANCE EN FONCTION DE L'ÉQUILIBRE ENTRE LE CHÔMAGE ET LA STABILITÉ DES PRIX

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. A la conférence fédérale-provinciale des ministres des finances, tenue à Jasper au début du mois, le ministre a-t-il émis l'opinion que l'économie était actuellement suffisamment relancée pour faire face au chômage cette année? Sous ce rapport, et étant donné cette relance, dans